

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2015)
Heft: 2079

Artikel: PSS : le temps des programmes : en cette année électorale 2015, le PSS multiplie les publications et tente enfin une expérience
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017324>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PSS: le temps des programmes

En cette année électorale 2015, le PSS multiplie les publications et tente enfin une expérience

Yvette Jaggi - 17 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27610>

Cinq semaines avant la dernière votation fédérale de la législature, cinq mois avant les cinquantièmes élections nationales de l'histoire suisse, le groupe socialiste des Chambres fédérales fait connaître ses [objectifs](#) pour les années 2015 à 2019.

Bel effort de réflexion prospective à moyen terme et d'information avancée aux électeurs de cet automne, qui peuvent ainsi savoir à l'avance pour quels projets ils voteront s'ils glissent une liste socialiste dans les urnes le 18 octobre.

En quelque 90 pages, les élus de la législature finissante dressent à la fois un bilan relativement optimiste de leur travail et le catalogue détaillé de 30 objectifs ambitieux, prioritaires dans les six domaines d'activité fédérale les plus importants selon le groupe socialiste: politique sociale et de la formation; politique financière et économique; ressources naturelles, mobilité et service public; égalité, démocratie, Etat de droit et droits politiques; politique des médias, d'Internet et de culture (*sic*); Europe, politique extérieure et affaires internationales; sécurité, droit pénal et paix.

Trente objectifs en 90 pages

Même dévalorisé en français par une traduction déficiente,

l'effort de formulation aurait mérité de retenir l'attention des médias. Sans doute découragée par l'ampleur de l'ouvrage ou tout simplement par son absence d'actualité immédiate, la presse, de Suisse romande en tout cas, n'a guère donné écho à la publication des *Objectifs socialistes pour la législature 2015-2019*. Le 13 mai, on peut tout juste lire en bas de page des journaux quelques lignes extraites du résumé rédigé la veille par l'ATS.

Plus développé en Suisse alémanique, l'écho médiatique ne s'avère guère positif. La radio [DRS](#) a certes diffusé trois minutes d'interview du président de groupe Andy Tschümperlin, mais dans les heures qui ont suivi une trentaine de commentaires acerbes ont déferlé sur le site, dont les plus critiques ont recueilli l'adhésion de dizaines d'internautes.

Dans l'ensemble, les signataires reprochent aux socialistes de multiplier les revendications au point de se contredire et de ne pas voir, par exemple, que la libre immigration empêche la préservation de l'environnement et la transition énergétique. Où l'on sent qu'Ecopop a certes perdu dans les urnes mais pas forcément dans les têtes.

Plus sérieusement, la NZZ commente les objectifs socialistes et pousse la simulation de leurs effets jusqu'à l'absurde. A force de vouloir «*plus d'Etat*» sans se préoccuper de le financer, le PS va faire monter la [quote-part fiscale](#) à... 100% du revenu des ménages.

Cette invraisemblable perspective serait causée par une aveuglante idéologie du tout social si chère au PS. Sauf que la droite ne perçoit pas que cette préférence socialiste s'accroît en réaction proportionnée au sursaut contemporain du libéralisme à tout va, à l'aggravation des inégalités sociales et à la multiplication des programmes d'économie, voire d'austérité, qui sévissent dans tous les pays, Suisse comprise.

Christian Levrat, président du PSS, parle depuis quelques mois des élections à venir comme d'un [affrontement](#) direct entre les deux blocs bourgeois et progressistes, au détriment probable des formations réputées centristes. Ce pressentiment se vérifiera peut-être dans les urnes et dans la composition des Chambres fédérales. Mais les exécutifs, tous niveaux confondus, resteront condamnés à pratiquer une forme de concordance. Pour autant que les socialistes ne se retrouvent pas éjectés des

gouvernements, comme ils l'ont été récemment dans les cantons de Bâle-Campagne et de Lucerne - ou tout simplement qu'ils n'en soient pas absents comme à Glaris ou à Schwyz.

Une plateforme électorale en dix projets

Plus concise que la longue liste des objectifs pour la prochaine législature, la [plateforme électorale 2015](#) du PSS, votée lors de son Congrès du 14 février dernier, se concentre sur «*10 projets pour une société juste, ouverte et solidaire*». Du concret, facile à comprendre sinon à réaliser: des salaires équitables, des logements abordables, des retraites solides.

On y retrouve l'objet des prioritaires [trois combats](#), essentiellement défensifs et conservateurs, que les parlementaires socialistes auront à mener dès leur assermentation le 30 novembre prochain: *primo* le maintien, à tout le moins, des rentes vieillesse à leur niveau actuel; ensuite la compensation intégrale, à la charge des sociétés et de leurs actionnaires, des pertes de recettes fiscales consécutives à la réforme en cours de l'imposition des entreprises; enfin «*le sauvetage des bilatérales*», seul moyen pour la Suisse d'échapper à l'isolement au cœur de l'Europe.

Justifiées et compréhensibles, ces priorités de circonstance contrastent évidemment avec

les envolées du [programme actuel](#) du parti socialiste suisse, voté en octobre 2010 par un Congrès de Lausanne dont on a pu discuter la représentativité.

Un programme radicalisé par la Jeunesse socialiste

Dans la relecture qu'elle fait aujourd'hui de ce texte fondateur prudemment glissé sous la pile, la Jeunesse socialiste confond délibérément ce que le PSS a nommé sa vision, celle du dépassement du capitalisme, et ce qu'il appelle sa voie, conduisant à une «*démocratie économique d'avenir*» dont il n'est plus expressément question dans les documents publiés ces derniers temps.

Du coup, les Jusos rappellent le PSS à ses responsabilités en publiant leur propre «[plan en cinq points pour davantage de démocratie économique](#)», adopté en Assemblée générale le 2 mai.

Ce texte de deux pages bien tassées constitue un véritable hymne au service public, ce secteur dont il faut absolument prévenir le démembrement et relancer l'expansion. Par exemple en restituant à l'Etat toutes les banques publiques, les cantonales comme la nationale.

Pour la Jeunesse socialiste, le contrôle démocratique doit s'étendre à l'ensemble des institutions actives dans les secteurs-clés que sont l'action sociale, la formation, la santé, la fourniture d'eau et

d'énergie. Autant de prestations et de services à la population qui doivent échapper aux continuels projets de privatisation et de dérégulation concoctés par la droite. Dans l'élan, on visera la collectivisation du sol et celle des habitations, une revendication qui fleure bon l'irréalisme socialiste de l'ère soviétique.

Tout à fait acceptable en revanche, un appui renforcé au secteur coopératif devrait permettre à cette forme juridique bien connue de démocratie économique de mieux fonctionner, ce qu'elle ne peut faire sans un soutien venant d'une collectivité elle-même démocratisée.

Enfin, le plan des Jusos veut consolider les mécanismes de la participation des salariés aux affaires qui les concernent de même qu'aux bénéfices réalisés par leur travail.

Une tentative innovante, enfin

Tout cela sonne peut-être en bonne partie juste, mais semble politiquement extraterrestre. A moins que le PS prenne enfin au sérieux les alternatives et innovations sociales qui constituent cette [Economie de l'avenir](#) à laquelle il consacre, pour la première fois, une journée d'étude le 26 juin prochain à Bienne. Dans sa première version, le programme annonçait seulement la participation de connaisseurs et praticiens de l'«*économie sociale et solidaire*» venus de l'extérieur,

du Québec notamment. Et puis les organisateurs ont repéré des initiatives plus proches.

Bon signe. On respire. Même

en année électorale, l'expérimentation trouve sa place.

Détricotage de la stratégie énergétique 2050

Quand le lobby électrique refuse la logique du tournant énergétique

Jean-Daniel Delley - 13 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27595>

La commission du Conseil des Etats a rejeté une mesure phare de la stratégie énergétique 2050.

Le modèle économique des électriciens - producteurs comme distributeurs - privilégie la croissance quantitative. Il faut maximiser les ventes de kWh. C'est cette logique qui a notamment conduit à promouvoir le chauffage électrique. Pendant longtemps, les collectivités publiques n'ont pu que se réjouir de cette politique qui leur valut, en leur qualité de principales actionnaires du secteur, d'engranger de confortables dividendes.

Ce modèle n'est plus compatible avec les objectifs de la stratégie énergétique 2050. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir les énergies renouvelables pour remplacer l'énergie nucléaire. Il faut encore améliorer l'efficacité énergétique pour réduire la consommation.

Pour contraindre les

électriciens à modifier leur modèle d'affaires, le Conseil fédéral propose de leur imposer des objectifs d'efficacité. A savoir une diminution annuelle de leur volume de vente donnant droit à des certificats négociables. Les distributeurs ne respectant pas leurs objectifs pourraient acquérir ces certificats auprès de leurs concurrents ou à défaut payer une taxe compensatoire de 5 centimes pour chaque kWh dépassant l'objectif fixé. Une mesure fort complexe que Doris Leuthard a d'ailleurs renoncé à défendre devant le Conseil national au cours de la [session d'hiver 2014](#). Ce dernier lui a préféré un système de bonus-malus, alors qu'une forte minorité voulait tout simplement supprimer cette mesure. La [commission du Conseil des Etats](#) emboîte maintenant le pas à cette minorité, doutant de l'efficacité de la mesure et craignant de très pesantes formalités administratives.

On peut discuter des détails de

cette mesure. Reste qu'elle relève d'une logique parfaitement adéquate à une politique énergétique de maîtrise de la consommation, tout en favorisant une réorientation de l'activité économique des distributeurs. Pour ces derniers, il ne s'agit plus de vendre de l'électricité mais de répondre aux besoins des consommateurs. Que demandent en effet les consommateurs? De la lumière, de la force et de la chaleur. Le distributeur ne se contente plus de fournir l'énergie demandée. Il offre ses services pour la gestion de cette demande et compense la diminution de ses ventes par la facturation de son expertise. C'est lui qui va optimiser l'éclairage des locaux et le processus de production d'une entreprise, par exemple.

La seule loi du marché, à laquelle se réfèrent les adversaires de ce modèle, n'est pas en mesure de transformer dans ce sens le comportement des distributeurs d'électricité.